

## UNION EUROPÉENNE

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### **Intensifier la concurrence dans les industries de réseau (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Renforcer la concurrence dans les transports, les postes, les télécommunications, les services portuaires et les marchés de l'énergie.

**Mesures prises :** La production et la distribution de l'électricité ont été séparées, mais on est encore loin d'un dégroupage total de la propriété. La concurrence a été intensifiée dans les services aériens par la première phase de l'Accord sur le transport aérien entre l'UE et les États-Unis. Les services postaux seront entièrement libéralisés en 2012.

#### **Réduire le soutien à la production dans le secteur agricole (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Étendre le découplage complet des paiements à la production de viande et dissocier davantage les paiements de la production dans les autres domaines. Réduire les obstacles à l'accès au marché par les pays non membres de l'UE. Abaisser les prix de soutien. Réduire les subventions aux biocarburants.

**Mesures prises :** Depuis 2003, le découplage s'est opéré progressivement dans de nombreux secteurs. Les quotas laitiers seront supprimés par étapes d'ici à 2015. Le rétablissement des subventions à l'exportation pour les produits laitiers en 2009 a marqué un recul.

#### **Intensifier la concurrence dans le secteur des services (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Accroître les pressions concurrentielles dans le secteur des services, en réduisant les obstacles administratifs à l'entrée et en assouplissant la charge réglementaire liée aux activités sur les marchés nationaux. Renforcer la concurrence dans le régime des marchés publics de l'UE.

**Mesures prises :** La transposition de la Directive « Services » de 2006 est bien avancée, mais encore incomplète. Un espace unique européen des paiements a été créé en 2010.

### Autres priorités

#### **Réformer la réglementation financière et approfondir l'intégration des marchés (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Améliorer la robustesse du système financier et mettre en place un nouveau cadre transfrontière de surveillance financière et de gestion de la crise.

**Mesures prises :** Des réformes de grande envergure ont déjà amélioré, et continueront d'améliorer, les normes réglementaires pour les banques et les compagnies d'assurance dans des domaines comme les fonds propres des banques, la gestion de la liquidité et les systèmes de garantie des dépôts. En 2011, des autorités européennes de surveillance (AES) ainsi qu'un Conseil européen du risque systémique ont été créés. Tous les pays se sont engagés à mettre en place des mécanismes de résolution des crises pour le système bancaire.

#### **Améliorer le fonctionnement du marché du travail et accroître la mobilité des travailleurs au sein de l'Union européenne (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Même si les objectifs européens concernant le marché du travail doivent être atteints principalement au moyen d'instruments nationaux, la politique de l'UE devrait accroître la portabilité des droits sociaux et des droits à pension et peut soutenir les initiatives mondiales par le biais de la surveillance et de la pression des pairs.

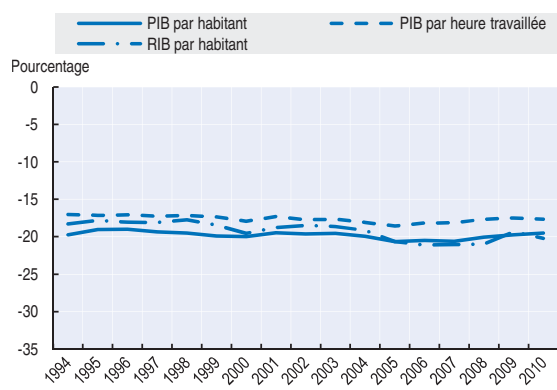
**Mesures prises :** Les restrictions à la mobilité des travailleurs pour les nouveaux États membres de l'UE sont en cours de démantèlement. Le Plan d'action pour la mobilité de l'emploi contient une série de mesures, notamment un renforcement du réseau de Services européens de l'emploi (EURES).

## UNION EUROPÉENNE

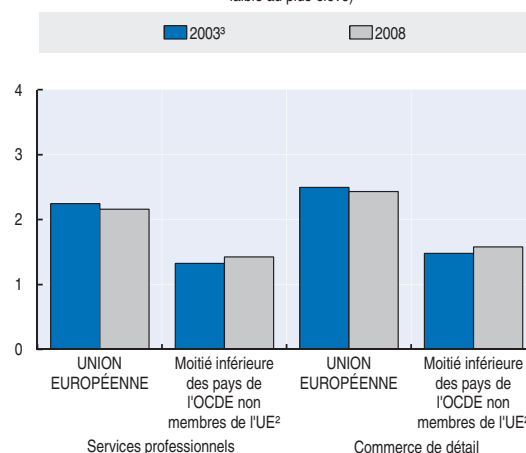
- Il subsiste un important écart de revenu par rapport à la moyenne supérieure des pays de l'OCDE. Le taux d'utilisation de la main-d'œuvre est inférieur à celui des pays de tête, mais c'est principalement l'écart de productivité du travail qui explique la différence des niveaux de vie. La productivité du travail a augmenté péniblement au cours de la décennie passée.
- Dans les domaines prioritaires, la mise en œuvre de la Directive « Services » renforce la concurrence. La réforme de la réglementation financière a progressé. Le programme du marché unique prévoit un large éventail de mesures favorables à la croissance.
- Dans les autres domaines, un nouveau cadre pour la gouvernance économique est établi pour améliorer la stabilité économique, budgétaire et financière. Le Programme Europe 2020 fixe d'ambitieux objectifs économiques et sociaux, notamment dans les domaines du climat, de l'éducation et de la pauvreté.

## Indicateurs de performance et de politique

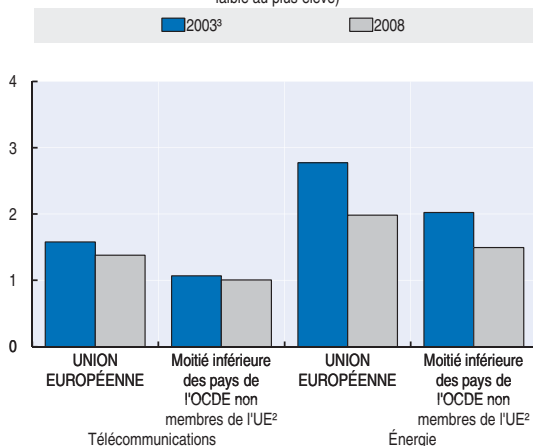
A. Les écarts de PIB par habitant et de productivité perdurent  
Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE<sup>1</sup>



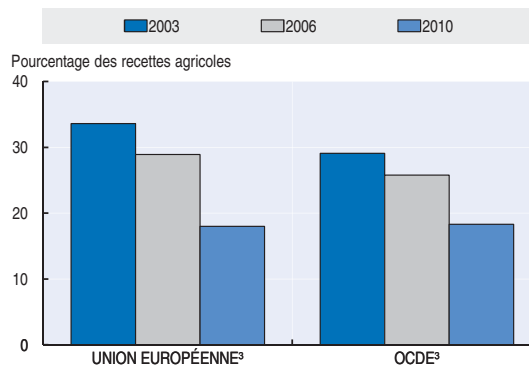
B. La réglementation des services professionnels et du commerce de détail reste relativement stricte  
Indice variant sur une échelle de 0 à 6 (du degré de restriction le plus faible au plus élevé)



C. La réglementation de certaines industries de réseau a été assouplie mais pourrait l'être davantage  
Indice variant sur une échelle de 0 à 6 (du degré de restriction le plus faible au plus élevé)




D. Les aides aux producteurs agricoles ont diminué



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de tête de l'OCDE en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant, de PIB par heure travaillée et de revenu intérieur brut (RIB) par habitant (sur la base des PPA constantes de 2005).
2. Moitié inférieure des pays de l'OCDE non membres de l'UE classés en fonction de la rigueur de la réglementation dans les services professionnels et le commerce de détail (graphique B) ou dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie (graphique C).
3. Moyenne des pays européens et non européens membres de l'OCDE, à l'exclusion de l'Estonie et de la Slovénie dans les graphiques B et C.

Source : Graphique A : OCDE, Bases de données des comptes nationaux et du n° 90 des Perspectives économiques ; graphiques B et C : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits ; graphique D : OCDE, Base de données sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932565281>